

Unité départementale de la Vendée
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr
Réf. DREAL/UD85 : ENV – D.25.526
Réf. Préf. : Dossier n°96/0582
n°AIOT/GUN : 0006300214

La Roche sur Yon, le 29 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE DE LA ROCHE ATARD - SNC

La Roche Atard
85290 Mortagne sur Sèvre

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2025 dans l'établissement CARRIERE DE LA ROCHE ATARD - SNC implanté au lieu-dit La Roche Atard 85290 Mortagne-sur-Sèvre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE DE LA ROCHE ATARD - SNC
- La Roche Atard 85290 Mortagne-sur-Sèvre
- Code AIOT : 0006300214
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée par l'arrêté bi-départemental (85/49) n°D3-95 n°1179 du 19 septembre 1995 pour 30 ans. L'exploitation de la carrière a été prolongée jusqu'au 19/08/2027. L'installation de traitement des matériaux est autorisée par arrêté n°02-DRCLE-1-251 du 30 mai 2002 du préfet de la Vendée. La superficie totale autorisée de la carrière est de 37 ha pour un tonnage maximum autorisé de 700 000 tonnes/an. Le gisement est exploité à l'explosif.

Références réglementaires du contrôle :

- Arrêté préfectoral complémentaire n°02-DRCLE-1-251 du 30/05/2002 autorisant l'exploitation des installations de traitement sur la carrière de la Roche Atard (dans sa version modifiée par l'arrêté complémentaire n°2025-DCPATE-39 du 03/02/2025),
- Arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières (NOR : ENVP9430348A),

- Arrêté ministériel du 31/01/2008 du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets (NOR : DEVP0773558A)

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations,
- Air (poussières),
- GEREP.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Demande d'action corrective	4 mois
5	Stabilité/éboulis	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	7 mois
6	Installations de lavage	Arrêté Préfectoral du 30/05/2002, article 4.2.2-§3 et 4	/	Demande d'action corrective	2 mois
7	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis – dernier §	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	Sans objet
3	Vibrations	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22.2.I	Sans objet
4	Bruit	Arrêté Préfectoral du 30/05/2002, article 7.1	Sans objet
8	Installations de lavage - Flocculant	Arrêté Préfectoral du 30/05/2002, article 4.1§2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un signalement sur les émissions de poussières a été déposé auprès de l'inspection courant 2025. L'ensemble des résultats des différents suivis environnementaux contrôlés (poussières, bruit, vibration) ne montrent pas de non-conformité aux valeurs réglementaires prescrites. Les deux campagnes 2025 de poussières ne montrent pas de dérives des moyennes annuelles glissantes des retombées de poussières pour l'ensemble des jauges en place.

Sur les autres points de contrôle, il est attendu des actions correctives par l'exploitant concernant :

- la déclaration annuelle « GERE » sur l'onglet « prélèvement d'eau »,
- le suivi des consommations d'eau sur la nouvelle installation de lavage des matériaux,
- la mise à jour du plan de gestion des déchets d'extraction suite à la mise en service de

l'installation de lavage.

L'instabilité constatée l'année précédente sur les fronts supérieurs est toujours en cours de traitement par l'exploitant. Le passage d'un géologue est demandé par l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, déclaration annuelle
Prescription contrôlée : <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none">-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d' " injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/ CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ;-les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;-la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1^{er} avril au 31 décembre ;-les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation. <p>Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.</p> <p>II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none">-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none">-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an. <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;-la quantité par nature du déchet ;-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes

spécifiques de l'annexe IV.

III.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou Ib assurant le stockage, transit, regroupement ou traitement y compris le tri de déchets dangereux déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les quantités admises et éventuellement traitées sur le site.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b assurant le stockage, l'incinération, le compostage, la méthanisation de déchets non dangereux ou le traitement de déchets non dangereux permettant de bénéficier de la procédure de sortie du statut de déchet déclare chaque année au ministre chargé des installations classées les quantités admises et traitées sur le site.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b assurant le stockage de déchets inertes déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les quantités admises et traitées sur le site.

Cette déclaration comprend :

- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;
- la quantité par nature du déchet ;
- l'origine géographique des déchets par nature du déchet ;
- le mode de valorisation ou l'élimination selon les codes spécifiques de l'annexe IV ;
- les déchets ayant bénéficié de la procédure de sortie du statut de déchet tel que mentionné à l'article L. 541-4-3.

IV.-Dans le cas de mouvements transfrontaliers de déchets soumis à notification, l'exploitant indique en outre le numéro de notification.

V. - L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.

NB liste de l'annexe I :

a) Etablissements exerçant une des activités listées ci-dessous :

- installations classées soumises à autorisation ou enregistrement, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ;
- pisciculture d'une capacité de production supérieure à 1 000 tonnes par an ;
- stations d'épuration urbaines d'une capacité nominale supérieure à 6 000 kg/j de DBO₅ (100 000 équivalents habitants) ;
- site d'extraction relevant du code minier.

b) Etablissements exerçant l'une des activités visées à l'annexe I du règlement n° 166/2006 susvisé dont les capacités sont supérieures aux seuils de ladite annexe.

Constats :

L'exploitant a procédé à sa déclaration GERE pour l'année 2024 pour les onglets suivants :

- carrière conformément au V susvisé,
- déchets conformément au II susvisé de par une quantité de déchet dangereux produits > 2t/an.

Concernant le prélèvement d'eau dans le milieu naturel, la dernière étude hydrogéologique réalisée sur le site indique :

- que le volume d'eau moyen d'exhaure prélevé sur la période 2015-2021 est de 225 000 m³/an
- que la part des eaux souterraines issues des eaux d'exhaure est de 55 %, soit environ 123 000 m³/an, le reste des eaux étant des eaux pluviales.

La quantité prélevée du milieu naturel souterrain est donc supérieure à 7 000 m³/an.

Le guide général GERE¹ précise que l'onglet « prélèvements dans le milieu naturel » est en lien avec

les rubriques loi sur l'eau du site (notamment la rubrique 1.1.2.0 concernant les prélèvements). Ce guide n'exclut pas les eaux d'exhaure pour ce tableau de « prélèvement en eaux » contrairement aux autres tableaux du pavé « EAU ».

L'exploitant n'a pas procédé à sa déclaration GERE pour l'année 2024 pour l'onglet des prélèvements d'eau. L'exploitant ne respecte pas le tiret 3 du I du présent article.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

- pour la prochaine campagne à réaliser entre janvier et mars 2026, procéder à la déclaration GERE dans l'onglet adapté dès lors qu'une condition de l'arrêté ministériel précité du 31/01/2008 est satisfaite notamment en matière de prélèvement d'eau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6

Thème(s) : Risques chroniques, suivi environnemental

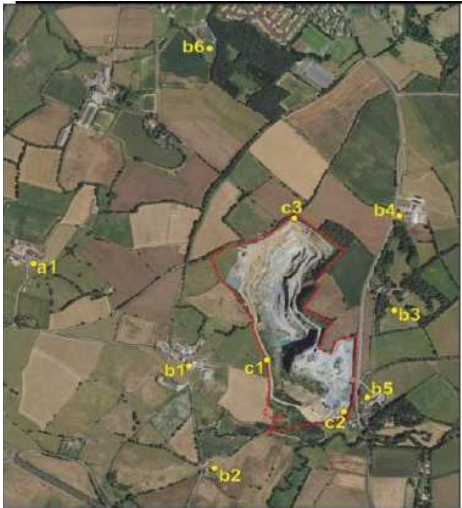
Prescription contrôlée :

[...]

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Constats :

Les mesures de retombées de poussières sont réalisées sur le réseau ci-dessous. Les résultats de la dernière campagne de mesures sont présentés dans le tableau ci-dessous.



Plan 1. Réseau de mesure

Résultats des retombées atmosphériques totales* (en mg/m ² /jour) selon la norme NF X43-014 (2017)			
N° des points du réseau de surveillance (jauges)	Résultats du semestre précédent	Résultats du semestre	
	2025-S1	2025-S2	Moyenne annuelle glissante
point a1	34	57	45
point b1	94	181	137
point b2	24	65	44
point b3	98	131	114
point b4	85	81	83
point b5	178	133	156
point b6	25	109	87
point c1	162	237	200
point c2	126	69	97
point c3	101	110	105

point de type (a) : point témoin point de type (b) : point à proximité des habitations point de type (c) : point en limite de site

Objectif à atteindre pour les point de type (b) : 500 mg/m²/j en moyenne annuelle glissante : < 500 > 500

* Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles.

Remarques 2025-S2 : Présence de matières organiques dans le bidon b1.

Tableau 1. Retombées de poussières - 06/10/25 au 05/11/25

Les résultats sur les jauges de type b sont inférieurs à 500 mg/m²/j. Les campagnes sont réalisées semestriellement. L'exploitant respecte la fréquence fixée par l'arrêté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22.2.I

Thème(s) : Risques chroniques, suivi environnemental

Prescription contrôlée :

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

A (1)	B(2)
1	5
5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

Pour les autres constructions, des valeurs limites plus élevées peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation, après étude des effets des vibrations mécaniques sur ces constructions.

Le respect de la valeur ci-dessus est vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière, puis par campagnes périodiques dont la fréquence est fixée par l'arrêté d'autorisation.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Constats :

Le suivi sur les tirs 2025 (janvier à octobre) est composé de 15 tirs ayant fait l'objet d'un relevé de vibration pour chaque tir.

Sur 15 tirs :

- 5 n'ont pas déclenché le sismographe,
- 4 tirs ont présenté des vibrations inférieures à 1 mm/s,
- 5 tirs ont présenté des vibrations entre 1 et 5 mm/s,
- 1 tir (16/04/2025) a présenté des vibrations supérieures à 5 mm/s (5,599 mm/s).

L'ensemble des tirs ont présenté des valeurs inférieures à la vitesse maximum réglementaire de 10 mm/s.

Concernant la surpression, sur les 10 tirs ayant déclenché le sismographe :

- 2 tirs ont présenté une surpression de 90 Db,
- 8 tirs ont présenté une surpression de 100 Db.

La valeur maximum recommandée par la circulaire du 02/07/1996² est de 125 Db linéaire. Cette valeur n'est pas directement applicable à l'installation mais l'exploitant respecte cette préconisation.

L'exploitant respecte cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2002, article 7.1

² Circulaire n° 96-52 du 02/07/96 relative à l'application de l'arrêté du 22/09/94 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières - Circulaire mise à jour après décision du Conseil d'Etat 6/2 SSR du 13 mars 1998, 182894

Thème(s) : Risques chroniques, suivi environnemental**Prescription contrôlée :**

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits dans l'environnement par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables à l'établissement notamment pour la mesure des émissions sonores et les valeurs limites.

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine des bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Les dispositions du présent article sont applicables au bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris les bruits émis par les engins et véhicules visés au présent article.

En particulier, les niveaux admissibles sont déterminés de manière à assurer, dans les zones à émergence réglementée, le respect des valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant Existant dans les zones à Émergence réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h sauf dimanche et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et Inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au tableau ci-joint qui fixe les points de contrôles et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles en limite de propriété de l'établissement.

	NIVEAUX ADMISSIBLES DE BRUIT EN dB(A)	
	de 7 h à 22 h	de 22 h à 7 h
Toute limite de propriété	65	55

Compte tenu qu'après vérification, l'émergence engendrée en période nocturne au droit des riverains, dépasse la valeur exigible de 4 dB(A) après mise en place des protections acoustiques au droit du poste de traitement primaire et tertiaire des matériaux, le fonctionnement des installations de traitement des matériaux est interdit de 22 heures à 7 heures. Cette disposition ne pourra être levée que par voie d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires au vu de nouveaux aménagements de protection acoustiques réalisés par l'exploitant permettant le respect de la valeur d'émergence ci-dessus.

Constats :

L'exploitant a procédé à une campagne de relevés de bruit dans l'environnement selon le plan 1 en

octobre 2025. Les résultats sont transmis au tableau 2.



Plan 2. Localisation des relevés de bruit

L'exploitant respecte les valeurs limites d'émission prescrites.

Type de suites proposées : Sans suite

Point de Réception	Lieu	Date	Condition s météo**	Niveaux de bruit résiduel* en dBA		Niveaux de bruit ambiant* en dBA		Indicateur retenu pour le calcul d'émergence ***	Émergence calculée en dBA	Durée du bruit à tonalité marquée (%)		
				L _{Aeq}	L ₅₀	L _{Aeq}	L ₅₀			Émergence ou tonalité audible	Résiduel	Ambiant
B1	le Pont d'Ouin	07/10/2025	U1/T2	56,5	50,0	58,5	52,0	5	L50	+2,0	4,3%	2,4%
B2	la Roche Atard		U5/T2	43,5	40,0	48,5	46,5	5	L _{Aeq}	+5,0	18,8%	20,0%
L1	limite Sud-Est					47,0	46,0	60				
L2	limite Ouest					56,5	55,5	60				
L3	limite Nord-Est					48,5	47,5	60				

Tableau 2. Relevé de bruit de la campagne d'octobre 2025

N° 5 : Stabilité/éboulis

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6

Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : -

Prescription contrôlée :

Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation.

Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Constats :

Lors de la visite, les travaux d'évacuation des matériaux éboulés des fronts supérieurs sont en cours.

Les accès aux pistes inférieures sous cette zone sont fermés.

Une faille a été identifiée sur le front supérieur comme source d'instabilité. Selon l'exploitant, cette faille ne se prolonge pas sur les fronts inférieurs.

L'exploitant prévoit la création d'une nouvelle piste d'accès pour reprendre les matériaux sur les fronts inférieurs.

La fin des travaux est prévue pour la mi-2026.

Considérant que les travaux sont en cours et que le relevé topographique réalisé en novembre

2025 n'a pas été présenté par l'exploitant lors de la visite (traitement des données en cours), l'inspection maintient la non-conformité sur la hauteur des fronts et l'instabilité identifiées lors de la visite 2024.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

- Transmettre le relevé topographique de novembre 2025.
- Dès que possible, procéder au passage d'un géologue/géotechnicien afin d'identifier les risques d'instabilité (avec rapport écrit sur les constats) et les actions correctives à mener pour assurer la stabilité à court et long terme des fronts et des terrains à l'arrière (maintien du délaissé périphérique). Le retour à une activité normale sur et sous la zone d'éboulement (réouverture des pistes, travail sur le front supérieur,...) est pris en commun accord avec le géologue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 mois

N° 6 : Installations de lavage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2002, article 4.2.2-§3 et 4

Thème(s) : Risques chroniques, Installations de lavage

Prescription contrôlée :

Les volumes consommés sont consignés mensuellement dans un registre tenu à disposition de l'inspection.

L'exploitant est en mesure de connaître les consommations d'eau de chaque poste identifié à l'article 4.1.2 et leur éventuel sous poste de consommation (apport en eau d'appoint, fabrication du floculant,...) par la mise en place de volucompteur. Les parts d'eau dans les matériaux commercialisés et dans les boues peuvent être pour leurs parts estimées.

NB : Ce point de contrôle se limite aux volucompteurs présents sur la nouvelle installation de lavage.

Constats :

L'exploitant a transmis les relevés mensuels réalisés sur l'installation de lavage depuis sa mise en service depuis le troisième trimestre 2025.

L'exploitant a transmis un synopsis des volucompteurs présents notamment sur l'installation de lavage :

- La fabrication de floculant n'est pas représentée sur le schéma (cuves « SF1 » et « FLOC1 » sur la demande de modification des installations de lavage). Le volume d'eau consommée de ce poste n'est pas connu (absence de volucompteur).
- Sur les eaux clarifiées issues de la cuve d'eau claire (« CEC1 ») permettant de faire l'appoint du clarificateur (« DEC1 »), le volucompteur n'a pas encore été mis en place.

L'exploitant ne respecte pas cette prescription, le réseau de volucompteur doit être étendu sur l'installation de lavage de matériaux.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

- Procéder à la modification du synopsis en clarifiant le circuit d'eau de l'installation de lavage,
- Étendre le réseau de volucompteur afin d'être capable d'identifier les volumes d'eaux consommés des différents poste de l'installation de lavage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis – dernier §
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets d'extraction
Prescription contrôlée : Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : Le dernier plan de gestion transmis concernait la période 2019-2024. Le dossier de demande d'autorisation environnementale en cours d'instruction comprend la mise à jour de ce plan. L'exploitant n'a pas mis à jour son dernier plan de gestion des déchets d'extraction avec les boues issues des nouvelles installations de lavage des matériaux. L'exploitant ne respecte pas cette prescription.
Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : - Mettre à jour et transmettre au préfet le plan de gestion des déchets d'extraction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Installations de lavage - Flocculant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2002, article 4.1§2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets de l'industrie extractive
Prescription contrôlée : Les flocculants utilisés ne remettent pas en cause le caractère inerte des boues générées par l'installation. <i>NB : le critère « e » de la note DGPR du 22/03/2010 prévoit que : « Il pourra être considéré que des déchets produits à partir d'un flocculant présentant un taux d'acrylamide suffisamment faible (dans les polyacrylamides de base) peuvent être considérés inerte. Un taux inférieur à 0,1 % de monomère résiduel dans le polyacrylamide sera jugé acceptable. Il conviendra que les exploitants justifient des caractéristiques du flocculant utilisé sur la base des fiches de sécurité des fabricants.</i> <i>Pour les autres réactifs utilisés, les producteurs produiront une évaluation au cas par cas. » (p5/6)</i>
Constats : L'exploitant a transmis la fiche de données de sécurité et le certificat de conformité du flocculant utilisé dans les installations de lavage de matériaux. Ce dernier document indique un taux d'acrylamide résiduel inférieur à 0,1 % et indique que l'utilisation du produit ne remet pas en cause le caractère inerte des boues produites. L'exploitant respecte cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite